



Rapport

**Visite de l'honorable George J. Furey, c.r.,
président du Sénat,
et d'une délégation parlementaire,
Argentine, Chili et Pérou**

du 28 août au 7 septembre 2018

L'honorable George J. Furey, c.r., président du Sénat, a dirigé une délégation parlementaire en visite en Argentine, au Chili et au Pérou, du 28 août au 7 septembre 2018.

La délégation a l'honneur de déposer son

Rapport

La délégation officielle était composée des personnes suivantes :

- L'honorable George J. Furey, c.r., président du Sénat;
- L'honorable Jim Munson, sénateur;
- L'honorable Donald Neil Plett, sénateur;
- L'honorable Marc Gold, sénateur;
- M. Stuart Barnable, chef de cabinet du président;
- M^{me} Vanessa Moss-Norbury, secrétaire de la délégation.

Objectifs

Les objectifs de la visite en Amérique du Sud étaient les suivants :

- renforcer les relations bilatérales avec l'Argentine, le Chili et le Pérou;
- réaffirmer les relations commerciales actuelles et les élargir;
- promouvoir la candidature du Canada pour un siège au Conseil de sécurité de l'ONU en 2020;
- stimuler le dialogue parlementaire continu en faisant la promotion des échanges parlementaires.

Afin de pouvoir discuter avec différents interlocuteurs, la délégation souhaitait rencontrer divers membres de la société sud-américaine, notamment des législateurs, des universitaires, des ONG, des gens d'affaires, ainsi que des jeunes. La délégation souhaitait aussi en apprendre davantage au sujet de la culture et des habitants de ces pays.

Contexte - Argentine

L'Argentine est une démocratie constitutionnelle qui compte plus de 44 millions d'habitants. Le mandat du président, ainsi que celui du vice-président, est de quatre ans, et une seule réélection est permise. Lors de l'élection présidentielle la plus récente d'octobre 2015 Mauricio Macri a été élu président, et la prochaine élection est prévue en octobre 2019. Pour contrer les effets du modèle économique populiste de ses prédécesseurs, l'administration du président Mauricio Macri cherche à rétablir la compétitivité de l'économie du pays, ainsi que la réputation du pays à titre de partenaire crédible et stable sur la scène mondiale. L'engagement bilatéral entre le Canada et l'Argentine a augmenté de manière considérable depuis l'élection du président Macri en 2015.

Le Canada et l'Argentine sont des partenaires bilatéraux et multilatéraux. Les deux pays sont membres du Groupe des 20 (G20), de l'Organisation des États américains (OEA) et de la Banque interaméricaine de développement. Les pays ont des perspectives semblables en ce qui concerne certaines questions, dont les droits de la personne, la non-prolifération nucléaire et les changements climatiques.

De manière imprévue, la visite a coïncidé avec une période de volatilité et de turbulence sur le marché des changes de l'Argentine, qui s'est manifestée par une baisse soudaine et considérable de la valeur du peso argentin. Au cours de la période, le taux d'intérêt annuel de référence de la banque centrale a grimpé à 60 %, et un remaniement du Cabinet s'en est suivi au cours de la visite de la délégation. L'instabilité financière est ainsi devenue un sujet de discussion important au cours des échanges, notamment avec les législateurs.

Recontres - Argentine

Lors de sa visite à Buenos Aires, la délégation a rencontré les personnes suivantes :

- Son Excellence Gabriela Michetti, vice-présidente;
- Le sénateur Federico Pinedo, président provisoire du Sénat;
- M. Pablo Avelluto, ministre de la Culture;
- Le député Luis Petri, deuxième vice-président de la Chambre des députés;
- Le sénateur Miguel Ángel Pichetto, chef de l'opposition au Sénat;
- La sénatrice Cristina Del Carmen López Valverde, présidente du Groupe d'amitié parlementaire Canada-Argentine;
- Le sénateur Omar Ángel Perotti, vice-président du Comité sénatorial des affaires étrangères et du culte;
- La députée Silvia Lospennato, présidente du Groupe d'amitié parlementaire nord-américain;
- Le sous-secrétaire Leopoldo Sahores, Sous-secrétariat des questions des Amériques, ministère des Affaires étrangères;
- M. Miguel Morley, président de la Chambre de commerce Argentine-Canada;
- M. Pablo Secchi, directeur de Poder Ciudadano.

Rencontre avec Son Excellence Gabriela Michetti, vice-présidente; le sénateur Federico Pinedo, président provisoire du Sénat; le sénateur Miguel Ángel Pichetto, chef de l'opposition au Sénat; et le sénateur Omar Ángel Perotti, vice-président du Comité sénatorial des affaires étrangères et du culte

La vice-présidente Gabriela Michetti a accueilli la délégation lors d'une réunion à laquelle l'homologue du président Furey, le président provisoire du Sénat Federico Pinedo, et les sénateurs Miguel Angel Pichetto et Omar Angel Perotti, de l'opposition, ont pris part. Ainsi, une vaste gamme d'opinions ont été présentées.

Au début de la discussion, les parties ont présenté leurs points de vue respectifs sur l'excellente relation bilatérale entre les deux pays, ainsi que les valeurs politiques et sociales qu'ils partagent. La vice-présidente Michetti a indiqué qu'elle appréciait la visite, et qu'elle espérait qu'elle permettrait d'augmenter les échanges interparlementaires. La conversation a ensuite porté sur l'économie, ainsi que sur la variation soudaine du taux

de change et la décision qu'avait prise la banque centrale de l'Argentine, quelques heures avant la réunion, d'augmenter les taux d'intérêt. Les participants argentins ont ensuite affirmé être unis face à l'incertitude économique, et ils ont manifesté de l'optimisme, faisant valoir que le gouvernement, avec l'appui de l'opposition, chercherait à établir un nouvel équilibre économique pour assurer la stabilité.

Rencontre avec Pablo Avelluto, ministre de la Culture

Le Canada et l'Argentine ont une longue feuille de route en ce qui concerne la coopération dans le secteur de la culture. La délégation a profité de cette occasion pour en apprendre davantage au sujet de ce lien, ainsi que de la structure du ministère de M. Avelluto.

Le ministre Avelluto a décrit les quatre principaux volets du travail de son ministère, y compris le patrimoine, notamment : l'entretien et la promotion des musées; le soutien aux artistes et à leurs œuvres; le recours à la culture comme façon de promouvoir la citoyenneté et la participation; et la promotion des industries culturelles dans le cadre de l'économie. Une discussion sur les échanges culturels entre les deux pays, particulièrement avec les artistes du Québec, a suivi. Il a été convenu qu'une hausse des échanges culturels serait avantageuse pour les relations bilatérales, en augmentant la compréhension mutuelle du Canada et de l'Argentine.

Rencontre avec le vice-président adjoint, le député Luis Petri, et la députée Silvia Lospennato, présidente du Groupe d'amitié parlementaire nord-américain de la Chambre des députés

Après l'accueil de la délégation canadienne par une garde d'honneur, de nombreux députés s'intéressant au Canada se sont joints aux hôtes de la réunion. La discussion a porté sur les valeurs communes du Canada et de l'Argentine, comme le respect des droits de la personne, l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, et le désir d'une coopération parlementaire accrue. Le président Furey et la délégation ont à nouveau exprimé leur soutien et optimisme quant à la capacité de l'Argentine à se remettre avec succès des problèmes économiques actuels.

Une discussion s'est ensuivie sur l'approfondissement des relations bilatérales, surtout dans le secteur du commerce bilatéral, ainsi que dans le secteur du pétrole et du gaz. Le président Furey a indiqué que les entreprises canadiennes sont impressionnées par les efforts déployés par l'Argentine en ce qui a trait aux réformes économiques.

Les délégués souhaitaient qu'un des députés participants, monsieur Eduardo Amadeo, discute plus amplement de son exil au Québec au cours de la dictature militaire en Argentine, ainsi que de l'aide qu'il a reçue de la part du Centre de recherches pour le développement international.

Rencontre avec des membres du Groupe d'amitié parlementaire Canada-Argentine du Sénat

La délégation a rencontré des membres du Groupe d'amitié parlementaire Canada-Argentine du Sénat, présidé par la sénatrice Cristina López Valverde. Les autres membres présents lors de la réunion étaient les sénateurs Marta Varela, Silvia Giacoppo et Julio Martínez. Les sénateurs canadiens et argentins ont parlé de leur région respective après quoi le président Furey a fait part de ses réflexions sur la valeur de la diplomatie interparlementaire et des groupes d'amitié parlementaire. Il a ajouté que, tandis que le commerce devient un aspect de plus en plus important de la relation entre le Canada et l'Argentine, il était encore plus important d'avoir des liens interparlementaires. À cet égard, il a souligné qu'il s'agissait d'une période économique difficile, et qu'il était heureux de voir que le gouvernement et l'opposition collaboraient. Il a aussi souligné le soutien du Canada envers une Argentine forte.

Rencontre avec le sous-secrétaire Leopoldo Sahores, sous-secrétariat des questions des Amériques, ministère des Affaires étrangères

M. Sahores était accompagné de plusieurs membres de son personnel, plus notamment de M. Luis Fernando Del Solar Dorrego de la Direction nord-américaine. Les délégués ont été accueillis par M. Sahores qui a parlé de la récente visite de haut niveau de la vice présidente de l'Argentine, Gabriela Michetti, au Canada en octobre 2016, de la visite du premier ministre Justin Trudeau à Buenos Aires en novembre 2016 et, plus récemment, de la visite du président Macri au sommet du G7, à Charlevoix, au Québec, en juin 2018. Les discussions ont rapidement porté sur les difficultés financières des derniers jours. Les participants ont manifesté de l'optimisme, indiquant que la situation faisait l'objet d'une surveillance étroite, et que les réformes économiques récentes et le budget à venir aideraient à améliorer la situation fiscale. Le président Furey a indiqué que la délégation avait un message d'espoir pour les progrès réalisés par l'Argentine, même si le pays éprouvait des difficultés, en plus d'ajouter que le Canada voyait d'un très bon œil le pays et sa contribution positive au multilatéralisme. Parmi les autres sujets de discussion abordés, il y avait la crise au Venezuela, les développements concernant l'ALÉNA et les réalités politiques actuelles en Argentine.

Déjeuner avec M. Miguel Morley, président de la Chambre de commerce Argentine-Canada

La délégation voulait en savoir davantage sur les défis et les possibilités touchant les entreprises canadiennes en Amérique du Sud. M. Morley a fourni un aperçu du climat commercial en Argentine, faisant référence à l'instabilité économique actuelle et à l'environnement politique. De manière générale, il a indiqué que, selon lui, le gouvernement Macri a adopté des réformes économiques correctes et nécessaires, et qu'il demeure optimiste malgré les difficultés actuelles.

Rencontre avec M. Pablo Secchi, directeur de Poder Ciudadano

À titre de directeur administratif de Poder Ciudadano, section locale de Transparency International, une ONG luttant contre la corruption, M. Pablo Secchi a fourni à la délégation un aperçu des efforts en matière d'accès à l'information, de lutte contre la corruption et de la primauté du droit en Argentine. La délégation a appris qu'à titre d'organisme non partisan, il ne fait pas vraiment l'objet de menaces ou de représailles dans l'exercice de ses activités. Il a aussi ajouté qu'il reste beaucoup de travail à faire pour améliorer l'accès à l'information et lutter contre la corruption en Argentine. M. Secchi a mentionné que le Canada a financé Poder Ciudadano, et a souligné que l'ambassade a été une alliée importante dans le cadre de ses travaux.

Autres activités

Au cours de sa visite à Buenos Aires, la délégation a eu l'occasion de rencontrer des hauts fonctionnaires de l'ambassade du Canada en Argentine, qui ont fourni de l'information sur la situation politique et économique actuelle au pays, y compris la récente instabilité financière. La délégation a aussi visité le musée Sitio de Memoria, à l'ancienne ESMA (École de mécanique militaire), qui est maintenant un musée qui rappelle et donne un aperçu de la détention illégale, la torture et l'extermination de citoyens argentins au cours de la dernière dictature militaire. Pour mieux comprendre la culture argentine, la délégation a visité l'exposition de photos du Festival des lumières, ainsi que le Musée national des beaux-arts à Buenos Aires.

Contexte - Chili

La République du Chili est une république présidentielle constitutionnelle qui compte une population d'environ 18,4 millions de personnes. L'indépendance du Chili face à l'Espagne, déclarée en 1810, a été pleinement réalisée en 1818. Le président agit à titre de chef d'État et de chef du gouvernement pendant un mandat de quatre ans. Même si un candidat présidentiel n'a pas le droit d'être réélu pour deux mandats consécutifs, il peut se présenter pour des élections futures non consécutives. Le président actuel, Sebastián Piñera, remplit son deuxième mandat, puisqu'il avait été élu en 2010.

Le Chili dispose d'un système bicaméral, constitué de la Chambre des députés et du Sénat. Les sénateurs sont élus au Sénat, de 43 sièges, en fonction de la représentation proportionnelle pour un mandat de huit ans, et la moitié du Sénat est renouvelée tous les quatre ans. Le nombre de sièges au Sénat passera à 50 lors de l'élection générale de novembre 2021. Les membres de la Chambre des députés de 155 sièges sont élus en fonction de la représentation proportionnelle pour un mandat de quatre ans.

Le Canada et le Chili entretiennent une relation robuste et dynamique qui prend de l'ampleur en ce qui concerne une gamme de nouveaux enjeux.

Rencontres - Chili

Lors de sa visite à Santiago et à Valparaíso, la délégation a rencontré les personnes suivantes :

- M. Carlos Montes Cisternas, président du Sénat;
- M^{me} Maya Fernández Allende, présidente de la Chambre des députés;
- M. Roberto Ampuero, ministre des Affaires étrangères;
- Le sénateur Ricardo Lagos Weber, président du Comité sénatorial des affaires étrangères;
- Le sénateur Álvaro Elizalde, président du Groupe interparlementaire Canada-Chili du Sénat;
- M. René Arrayet, directeur du comité d'évaluation de la loi de la Chambre des députés.

Rencontre avec M. Carlos Montes Cisternas, président du Sénat

Le président Cisternas a offert à la délégation un aperçu de quelques réformes en cours au sein du Sénat chilien. Tout particulièrement, les discussions ont mis l'accent sur des réformes touchant le système fiscal, ainsi que les droits de la personne. Il a expliqué qu'un projet de loi sur les droits des transgenres faisait actuellement l'objet d'un débat. Des manifestations à ce sujet ont eu lieu devant le Sénat le jour de la rencontre.

La conversation a ensuite porté sur l'éducation, les participants ont discuté d'un ancien programme d'échange pour les enseignants du primaire qui avait été une réussite. Le président Furey et le président Cisternas ont convenu que les échanges en éducation entre les deux pays sont un aspect qui devrait être élargi.

Parmi les autres sujets d'intérêt mentionnés, il y avait la relation commerciale entre le Canada et le Chili, ainsi que la manière dont les entreprises canadiennes peuvent mieux s'adapter à la réalité de l'environnement commercial au Chili par rapport à la culture et au travail.

Rencontre avec M^{me} Maya Fernández Allende, présidente de la Chambre des députés

La présidente Fernández Allende a accueilli la délégation à la Chambre des députés chiliens. Elle a ensuite discuté de certains sujets dont s'occupe l'assemblée législative actuelle, notamment la réforme fiscale et les droits des transgenres. Elle a décrit les récents débats controversés, et a ajouté que, malgré le niveau de tension élevé, des accords provisoires ont été conclus.

Les discussions ont ensuite porté sur la modernisation de l'Accord de libre-échange Canada-Chili, initialement signé en 1996. La présidente Allende faisait partie de l'équipe chargée des négociations de l'époque. Au moment de la réunion, les membres du Comité sénatorial des affaires étrangères examinaient la proposition de modernisation de l'Accord. Il a été convenu que les échanges parlementaires, comme ceux-ci, ont un objectif important, qui est de renforcer les liens entre les pays et entre les institutions.

Rencontre avec M. Roberto Ampuero, ministre des Affaires étrangères

Le président Furey a commencé la réunion en remerciant le ministre de l'Argentine pour le soutien préliminaire de l'Argentine à l'égard de la candidature du Canada pour l'obtention d'un siège au Conseil de sécurité de l'ONU en 2020. Il a ensuite demandé au Ministre de faire une mise au point sur les développements entourant la modernisation de l'Accord de libre-échange Canada-Chili. Le ministre a répondu que l'accord était évalué par le Congrès et que les membres l'appuyaient. Ils ont commencé à parler, de manière générale, de la relation commerciale entre le Canada et le Chili, ainsi que des possibilités d'une coopération accrue. Il a été convenu qu'une approche multilatérale en matière de commerce était un aspect important pour assurer la diversification appropriée en ce qui concerne les relations commerciales.

Les discussions ont ensuite porté sur le procès maritime intenté par la Bolivie contre le Chili. Le ministre Ampuero a indiqué que la question était présentement devant la Cour internationale de Justice. Pour fournir un contexte à la délégation, il a ensuite offert un aperçu de l'histoire du Traité de paix et d'amitié de 1904, signé après que la Bolivie ait perdu 400 km de ligne côtière au Chili au cours de la Guerre du Pacifique (1879-1884).

Rencontre avec le sénateur M. Ricardo Lagos Weber, président du Comité sénatorial des affaires étrangères

Le sénateur Weber, ainsi que des membres du Comité des affaires étrangères, a accueilli la délégation en lui annonçant que le Comité avait terminé l'examen de la modernisation de l'Accord de libre-échange Canada-Chili, et qu'il s'attendait à ce que l'accord soit approuvé par le Sénat. Il a été convenu mutuellement que la modernisation était la voie à suivre pour assurer l'expansion et partager les retombées. Les participants ont discuté de certains aspects préoccupants au cours du processus d'examen, notamment la résolution des différends, la réduction de la pauvreté et le commerce agricole. Ils ont indiqué être satisfaits du fait que les principaux enjeux ont été abordés, et que l'accord était avantageux pour les deux économies et favoriserait les progrès sociaux.

Réunion avec René Arrayet, directeur du Comité d'évaluation de la loi de la Chambre des députés

M. Arrayet a gentiment offert un aperçu du fonctionnement du Comité d'évaluation de la loi à la délégation. Il a expliqué que, dans son mandat, le Comité n'agit pas à titre d'organe de surveillance des travaux du Congrès, mais plutôt comme un instrument pour examiner les projets de loi de manière systématique. Pour réaliser cet examen, le Comité consulte des citoyens de différentes classes de la société chilienne, dont des chefs syndicaux, des universitaires et divers intervenants. Il cherche à recueillir l'opinion publique sur différents sujets d'intérêt. Les consultations se déroulent dans le cadre d'un forum animé dont la méthodologie cherche à obtenir des conclusions permettant d'évaluer si la loi doit être modifiée. Lorsque la délégation lui a demandé si des organismes externes exerçaient des pressions, M. Arrayet a expliqué que le Comité est indépendant, et qu'il ne fait pas l'objet de pressions.

Autres activités

Le Groupe interparlementaire Canada-Chili du Sénat a gracieusement organisé un déjeuner pour la délégation, qui a eu lieu au Congrès, à Valparaiso. Le sénateur Álvaro Elizalde, président du Groupe interparlementaire, et des membres sélectionnés ont accueilli la délégation, et ont parlé de projets intéressants en cours de réalisation dans le pays. Les discussions ont principalement porté sur les solides relations bilatérales entre les deux pays, ainsi que sur les valeurs et les objectifs qu'ils ont en commun.

La délégation a aussi pris part à une discussion informelle et à un repas avec des diplômés des établissements d'enseignement canadiens. Lors de l'événement, différents collèges et universités étaient représentés et la délégation a eu l'occasion d'en apprendre davantage sur l'expérience d'anciens étudiants dans les écoles canadiennes. Pour ce faire de courtes présentations ont d'abord été faites, suivies par une séance de questions et de réponses avec le président Furey sur différents sujets, allant des systèmes législatifs respectifs, aux différences en ce qui concerne les structures du système d'éducation.

Contexte - Pérou

La République du Pérou est une république présidentielle constitutionnelle dont la population compte environ 32 millions d'habitants. Le président est directement élu pour un mandat de cinq ans, et doit obtenir plus de 50 % des votes afin d'être élu. Il arrive parfois qu'un deuxième tour soit nécessaire. Le président ne peut pas présenter sa candidature pour deux mandats consécutifs, mais cela est possible pour des mandats non consécutifs. Les membres du Congrès sont directement élus tous les cinq ans dans le cadre d'un système de représentation proportionnelle au moyen de listes de parti. Les pouvoirs législatifs sont confiés au Congrès de la République, qui est composé d'une seule chambre de 130 membres.

Le président actuel est Martín Vizcarra du parti Peruanos por el Cambio. En mars 2018, M. Vizcarra a remplacé Pedro Pablo Kuczynski, qui avait remis sa démission. Au cours de son premier discours à la nation en juillet 2018, le président Vizcarra a annoncé qu'il avait l'intention de tenir un référendum sur les réformes judiciaires et politiques visant à éliminer la corruption et les scandales. Les réformes proposées touchent le financement des campagnes, la réélection des législateurs, ainsi que le rétablissement d'une deuxième chambre législative (préalablement abolie en 1992). Les plans de réforme ont servi de toile de fond pour de nombreuses discussions qui ont eu lieu au cours des réunions pendant cette visite.

Le Canada compte une longue tradition en ce qui concerne l'aide au développement, les relations commerciales et l'engagement démocratique au Pérou. Le Pérou est un partenaire fiable du Canada en ce qui concerne la défense de la démocratie, du multilatéralisme et du libre-échange dans le cadre de forums, comme l'ONU, l'Organisation des États américains (OEA), le Groupe de Lima, l'Alliance du Pacifique, l'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste et la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique.

Rencontres - Pérou

Lors de sa visite à Lima, la délégation a rencontré les personnes suivantes :

- M. Martín Vizcarra Cornejo, président de la République du Pérou;
- M. Daniel Salaverry Villa, président du Congrès de la République du Pérou;
- M. Néstor Popolizio, ministre des Affaires étrangères;
- M^{me} María Cristina Melgarejo Paucar, Ph. D., membre du Congrès et présidente de la Ligue d'amitié parlementaire Canada-Pérou;
- M. Luis Galaretta, membre du Congrès et ancien président du Congrès;
- M. Allan Wagner, directeur de l'Academia Diplomática del Perú;
- M. Walter Albán, Ph. D., professeur principal du département de droit de la Pontificia Universidad Católica del Perú;
- M. Percy Medina, chef de mission, Idea Internacional.

Réunion avec Martín Vizcarra Cornejo, président de la République du Pérou, et Néstor Popolizio, ministre des Affaires étrangères

La délégation a été accueillie chaleureusement au palais présidentiel, par le président Vizcarra, et le ministre des Affaires étrangères, Néstor Popolizio. Le président a commencé la réunion en soulignant les valeurs que le Canada et le Pérou ont en commun en ce qui concerne la démocratie et les droits de la personne, ainsi que les objectifs mutuels des pays qui sont d'habiliter les femmes, d'éliminer la violence et d'assurer le développement économique responsable. Le président Furey a indiqué qu'il appréciait les relations commerciales solides et croissantes, ainsi que la coopération dans des secteurs clés, comme l'éducation.

La discussion a ensuite porté sur les réformes judiciaires et politiques proposées par le président, et son degré d'optimisme quant au fait que la population l'appuiera à grande échelle. Le président Vizcarra a expliqué qu'il voulait non seulement s'attaquer aux déficits de matériel du pays dans les secteurs de l'infrastructure et des services de base, mais il voulait aussi veiller à l'efficacité des institutions politiques et judiciaires. Dans le cadre de la réforme proposée, il y a le rétablissement du Sénat, absent depuis 1992. Le président a souligné l'importance d'avoir une deuxième chambre afin d'examiner et d'améliorer la législation, ajoutant que les coûts additionnels l'emportent sur les coûts des erreurs attribuables à un système monocaméral.

La question de l'exode des migrants vénézuéliens dans la région a aussi été abordée. Les participants ont expliqué que l'afflux crée d'importants problèmes pour les pays hôtes dans de nombreux secteurs, notamment la santé, l'éducation et la sécurité. Ils ont ajouté qu'il fallait aborder cette question, ainsi que la cause fondamentale, c'est-à-dire les crises politique, économique et humanitaire attribuables à la dictature au Venezuela.

Rencontre avec Daniel Salaverry Villa, président du Congrès

La délégation a été accueillie au Congrès par son président, M. Salaverry Villa. Au cours de la réunion se sont joints à lui l'ancien président, M. Luis Galaretta, ainsi que M^{me} María Cristina Melgarejo Paucar, membre du Congrès et présidente de la Ligue d'amitié parlementaire Canada-Pérou. M. Salaverry Villa a commencé la discussion en exprimant

sa gratitude au Canada en ce qui concerne le soutien qu'il a offert aux projets et aux investissements au Pérou. Les discussions ont ensuite porté sur les plans de réforme en cours au Pérou, ainsi que la tenue éventuelle d'un référendum national. Le président a parlé du processus d'approbation de telles réformes et des questions de référendum par le Congrès, expliquant que les deux tiers des membres du Congrès doivent approuver les réformes pour permettre la tenue d'un référendum. Il a été convenu que des efforts louables ont été déployés pour lutter contre la corruption. Les délégués ont manifesté leur soutien permanent au Pérou à cet égard.

Réunion avec Allan Wagner, directeur de l'Academia Diplomática del Perú; Walter Albán, Ph. D., professeur principal du département de droit de la Pontificia Universidad Católica del Perú; Percy Medina, chef de mission, Idea Internacional

MM. Wagner, Albán et Medina sont des dirigeants influents et importants dans le cadre des efforts déployés pour élargir les réformes des systèmes judiciaire et politique du président Vizcarra. Ces spécialistes ont des antécédents intéressants, y compris des rôles de diplomates, d'universitaires et de ministres. Ils sont des experts en démocratie et en transparence.

Les participants ont offert un aperçu des réformes judiciaires et politiques si cruciales au Pérou, afin qu'il sorte du climat de corruption qui a caractérisé le pays. La majeure partie de la discussion a mis l'accent sur les sources de contributions politiques et le caractère inadéquat des mesures de comptabilité en ce qui concerne l'utilisation de fonds provenant d'entités illégales et parfois criminelles. Certains ont souligné que, même s'il existe déjà des lois contre les contributions illégales, les parties qui enfreignent ces lois n'ont jamais subi de conséquences. Les participants ont indiqué que, pour que la situation change, il faudrait que des sanctions politiques et pénales soient imposées face aux activités illégales. Un registre en ligne qui permettrait de publier l'information est une option qui favorise la transparence. Certains ont indiqué que, même si la population appuie les réformes pour éliminer la corruption, le temps presse pour susciter l'intérêt et l'optimisme afin de garantir la réussite.

Autres activités

Rencontre avec des investisseurs canadiens au Pérou

Au cours d'un petit déjeuner à l'ambassade du Canada, la délégation a rencontré des chefs de la communauté des affaires qui représentaient des entreprises canadiennes.

Rencontre avec des membres d'UNICEF, des jeunes et des chefs communautaires de Carabayllo, au Pérou

« De Adolescentes » est un projet de développement financé par le Canada qui cherche à élaborer des politiques améliorées en santé et en éducation, ainsi que des programmes publics pour les jeunes marginalisés. Les leaders des jeunes qui sont bénéficiaires du projet ont présenté un aperçu de la communauté dans laquelle ils vivent, ainsi que du projet « De Adolescentes », un projet de 19,8 millions de dollars qui cherche à aider environ 550 000 jeunes. Les jeunes de Carabayllo ont fait une présentation dynamique

empreinte d'optimisme et d'espoir en ce qui concerne la façon dont le projet les aide à exprimer leur point de vue. La délégation a quitté la réunion en sachant que le projet « De Adolescentes » aide à habiliter ces jeunes, leur donnant compétences et expérience pour s'engager sur le plan politique et civique, ce qui contribuera à assurer un avenir meilleur pour les participants et le pays.

Remerciements

Les membres de la délégation canadienne souhaitent remercier Patrice Laquerre, le chargé d'affaires du Canada à l'ambassade du Canada en Argentine à l'époque de la visite; Patricia Peña, l'ambassadrice du Canada au Chili; Gwyneth Kutz, l'ambassadrice du Canada au Pérou; et l'ensemble du personnel des ambassades qui a fourni de l'aide avant et pendant la visite et les réunions.

Les délégués souhaitent remercier Affaires mondiales Canada et la Bibliothèque du Parlement pour la documentation qu'ils ont fournie dans le cadre de la préparation de ce déplacement.

Respectueusement soumis,

Le président du Sénat,
L'honorable George J. Furey, c.r

Frais de déplacement

Visite de l'honorable George J. Furey, c.r., président du Sénat, et d'une délégation parlementaire, Argentine, Chili et Pérou, du 28 août au 7 septembre 2018.

DÉPLACEMENTS	42 924,33 \$
HÉBERGEMENT	13 945,83 \$
INDEMNITÉS QUOTIDIENNES	5 155,55 \$
PROTOCOLE	4 693,20 \$
FRAIS DIVERS	3 458,78 \$
TOTAL	70 121,72 \$